

Gérer la dette publique sous la contrainte

Webinaire de CABRI : Gérer la dette publique dans un contexte de pressions liées au financement de COVID-19 en Afrique

25 juin 2020

Stan Nkhata

Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique orientale et australe (MEFMI)

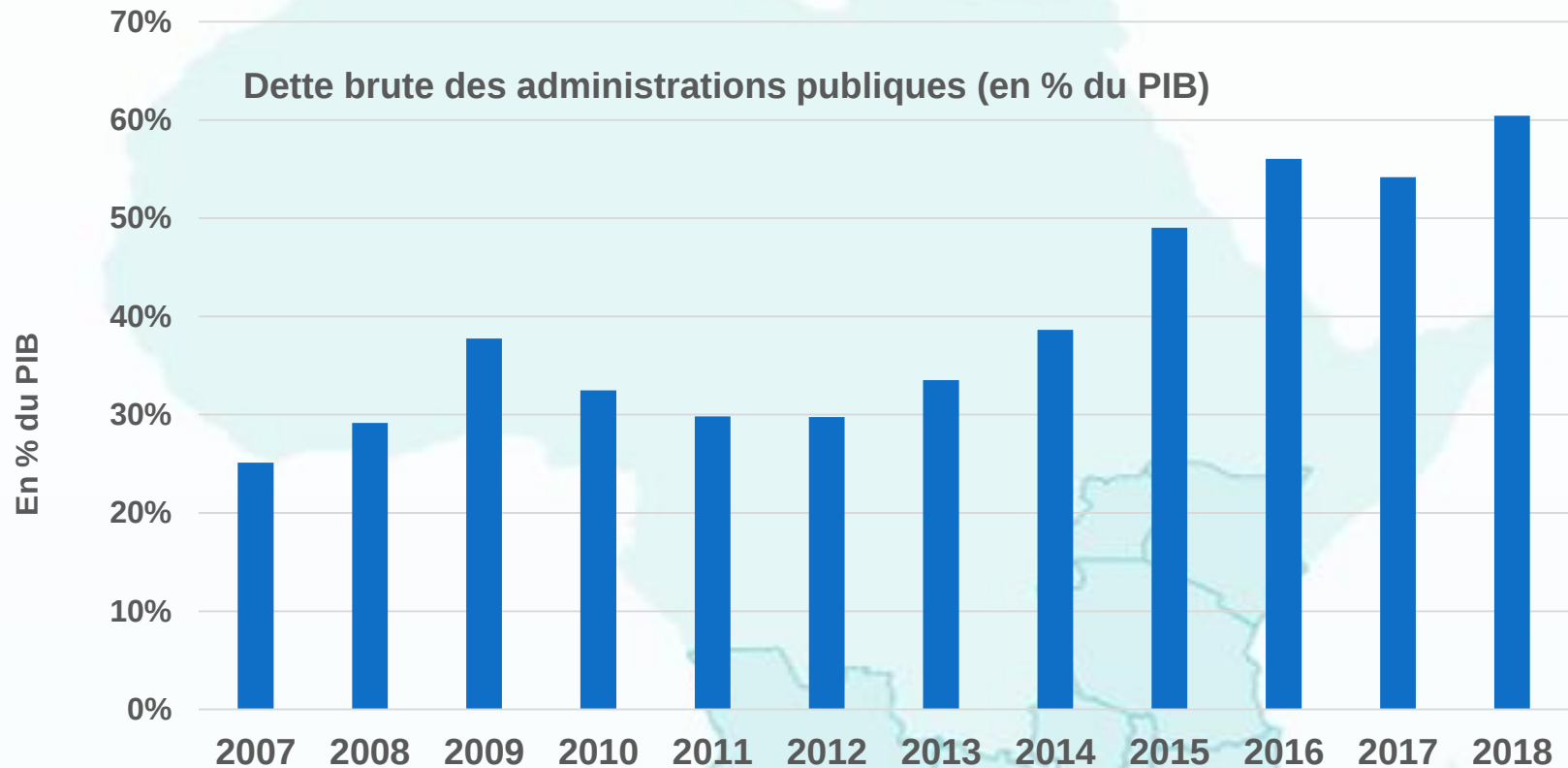
Aperçu

1. Introduction
2. Évolution de la dette publique entre 2007 et 2018, y compris les principaux facteurs.
3. Vulnérabilités des pays à la COVID-19 et comment celles-ci affectent la soutenabilité de la dette publique
4. Mesures à court terme pour gérer les vulnérabilités de la dette

Introduction

- La dette publique a considérablement augmenté dans les pays membres du MEFMI, passant de 25 % du PIB en 2007 à 60 % du PIB en 2018 :
 - Les pays membres du MEFMI sont l'Angola, le Botswana, le Burundi, Eswatini, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Namibie, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.
- L'augmentation a été particulièrement rapide dans les pays de l'après-PPTTE, tels que le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, et la Zambie.
 - Le Zimbabwe reste en situation de surendettement
 - Accumulation importante de la dette en Angola

Évolution de la dette publique : entre 2007 et 2018



Source : Perspectives de l'économie mondiale (PEM) du FMI de janvier 2020

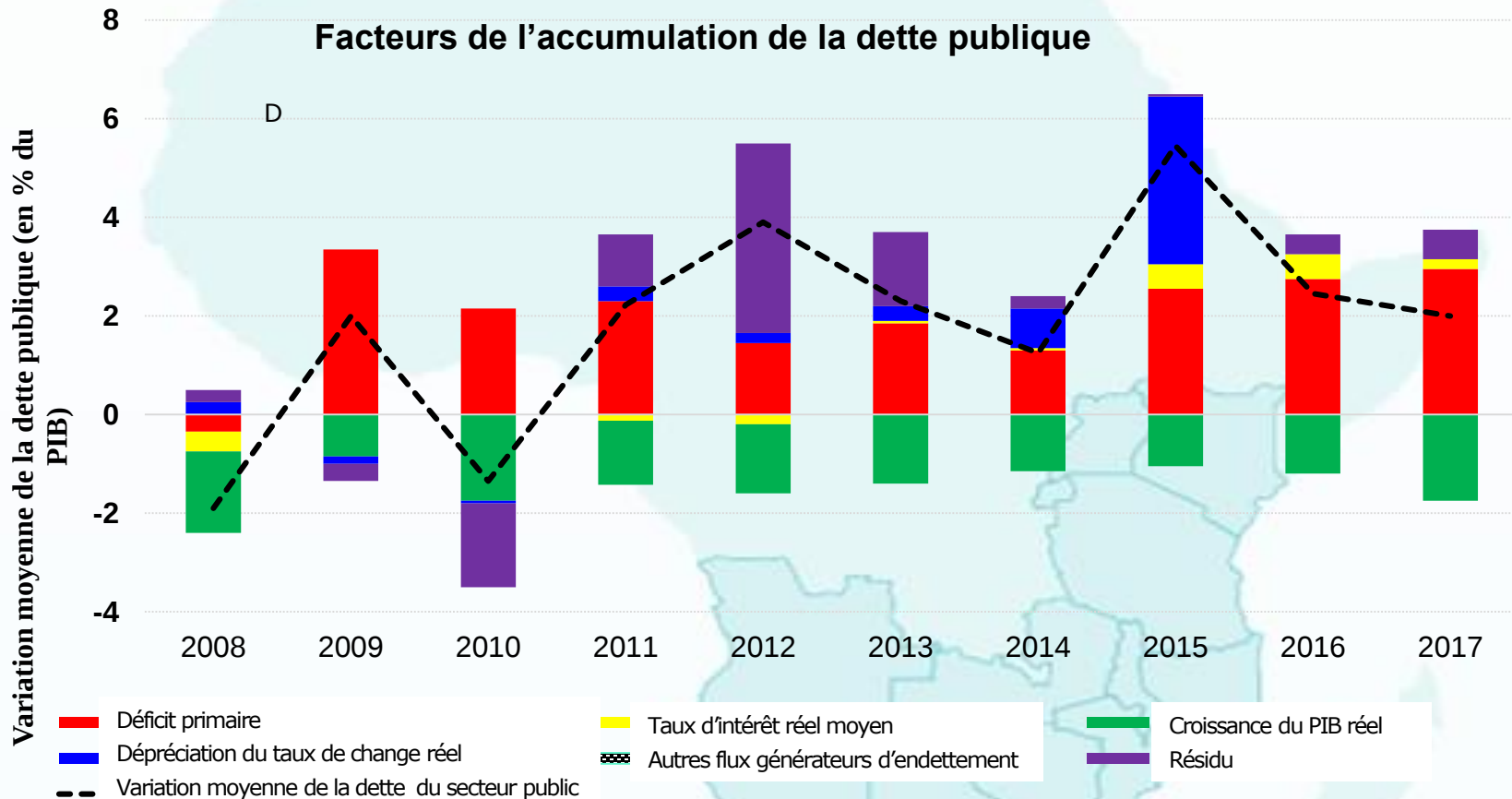
Quels ont été les principaux facteurs de l'accumulation de la dette ?

Cadre conceptuel de l'accumulation de la dette

- Le cadre conceptuel de l'accumulation de la dette est décrit par les facteurs suivants :

Facteur	Impact sur l'accumulation de la dette (ratio dette/PIB)
Augmentation du déficit primaire	Augmente le ratio dette/PIB
Augmentation des taux d'intérêt réels	Augmente le ratio dette/PIB
Croissance du PIB réel	Diminue le ratio dette/PIB
Appréciation/dépréciation de la monnaie	Diminue/Augmente le ratio dette/PIB
Autres flux générateurs d'endettement	Pourrait augmenter ou diminuer la dette.

Facteurs de l'accumulation de la dette entre 2007 et 2018



- Les déficits primaires ont été le principal moteur de la dette publique au cours de la dernière décennie ; l'effet de change en 2014-2015 ; l'impact des taux d'intérêt au cours des 3 dernières années
- La croissance du PIB réel a contribué à réduire la dynamique d'accumulation de la dette.

Vulnérabilités des pays au choc de la pandémie de COVID-19

- Conditions financières mondiales
- Liens commerciaux avec la Chine et l'Europe
- Changements des termes de l'échange
- Dépendance vis-à-vis du tourisme
- Qualité des systèmes de santé
- Notations d'analyse de la soutenabilité de la dette

Alors, comment ces vulnérabilités affecteront-elles l'accumulation de la dette publique?

Le recul/la contraction de la croissance du PIB réel augmentera la dette publique

	2017	2018	2019	2020	2021
Angola	(0,2)	(1,2)	(1,5)	(1,4)	2,6
Botswana	2,9	4,5	3,0	(5,4)	6,8
Burundi	0,5	1,6	1,8	(5,5)	4,2
Eswatini	2,0	2,4	1,0	(0,9)	1,8
Kenya	4,9	6,3	5,6	1,0	6,1
Lesotho	(1,0)	0,4	1,2	(5,2)	5,1
Malawi	4,0	3,2	4,5	1,0	2,5
Mozambique	3,7	3,4	2,2	2,2	4,7
Namibie	(0,1)	0,3	(1,4)	(2,5)	3,2
Ouganda	5,0	6,3	4,9	3,5	4,3
Rwanda	6,1	8,6	10,1	3,5	6,7
Tanzanie	6,8	7,0	6,3	2,0	4,6
Zambie	3,5	4,0	1,5	(3,5)	2,3
Zimbabwe	4,7	3,5	(8,3)	(7,4)	2,5

Source : PEM du FMI d'avril 2020

- Les projections ci-dessus étaient fondées sur la découverte d'un remède contre la COVID-19 à court terme, ce qui semble peu logique
- Par conséquent, les mesures utilisées pour calculer la viabilité de la dette se sont détériorées, c'est-à-dire le ratio dette/**PIB**; dette/**recettes**; dette/**exportations**

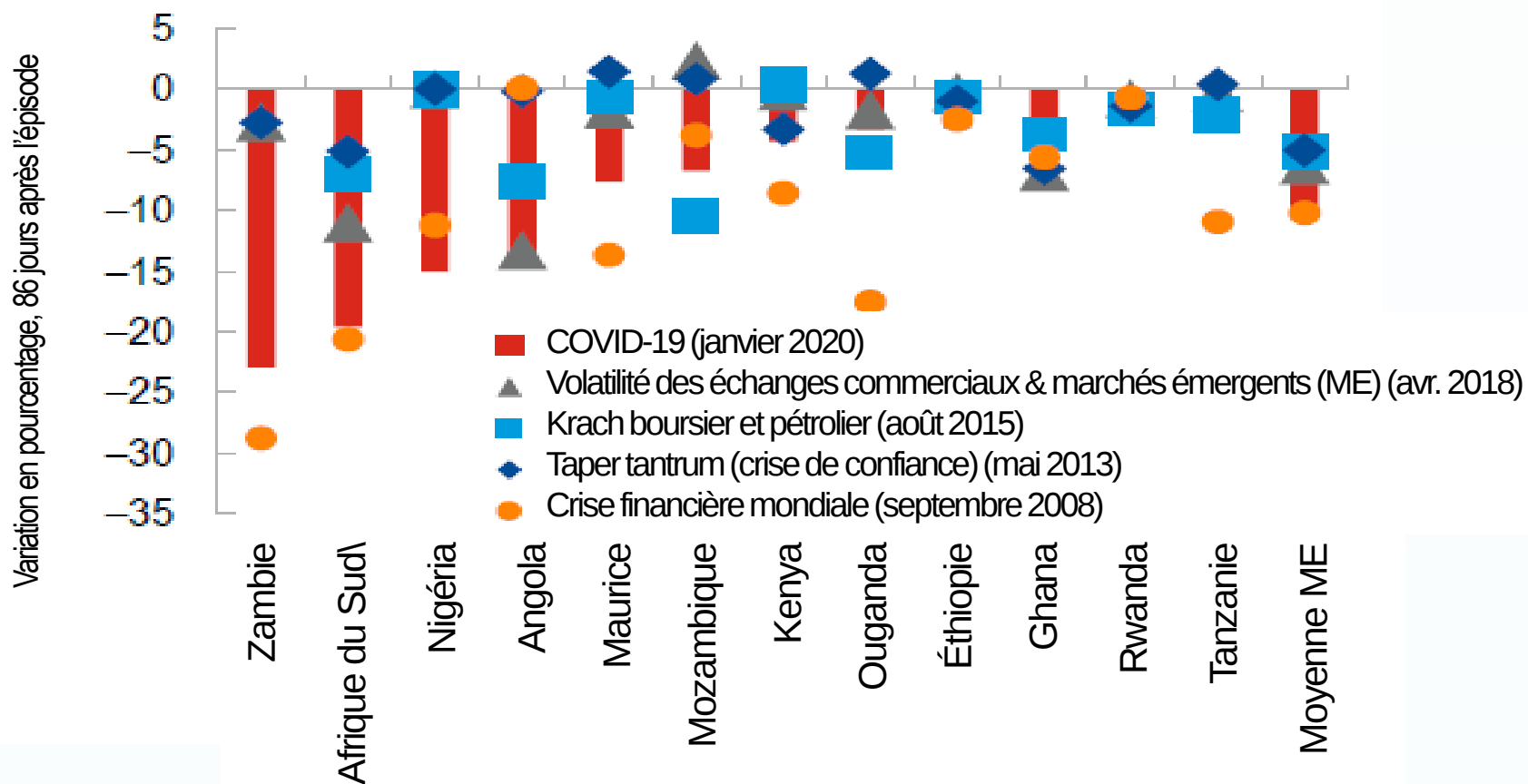
La dette publique augmentera en raison du creusement des déficits budgétaires

- Le recul de la croissance du PIB réel ou la contraction économique, réduira les recettes dont disposent les gouvernements.
- En outre, tous les pays ont annoncé des mesures fiscales qui augmenteront les déficits budgétaires
 - Des allègements fiscaux temporaires réduiront les recettes
 - L'accroissement des dépenses de santé et socio-économiques augmentera les dépenses publiques
 - Les renflouements (plans de sauvetage) directs éventuels d'entreprises, bien que la plupart du temps ceux-ci ont été réalisés par le biais de prêts, d'impôts et d'autres politiques
- Les déficits budgétaires devraient augmenter par rapport aux prévisions antérieures
 - Malawi : le déficit budgétaire se creusera, passant d'environ 3 % du PIB en 2019/20 à 9 % du PIB en 2021
- La dette publique augmentera sans aucun doute, en raison du creusement des déficits budgétaires financés par les emprunts.

Déficits budgétaires exprimés en % du PIB

	2017	2018	2019	2020	2021
Angola	(6,3)	2,2	0,1	(6,0)	(2,5)
Botswana	(1,1)	(4,6)	(6,2)	(5,9)	(3,1)
Burundi	(7,2)	(5,3)	(6,0)	(9,0)	(6,8)
Eswatini	(7,0)	(11,2)	(8,0)	(8,9)	(7,6)
Kenya	(7,9)	(7,4)	(7,8)	(7,7)	(6,9)
Lesotho	(4,0)	(4,4)	(3,8)	(2,0)	(7,0)
Malawi	(7,3)	(5,5)	(6,4)	(6,3)	(5,2)
Mozambique	(2,9)	(6,9)	(0,2)	(7,7)	(6,1)
Namibie	(5,0)	(5,3)	(4,7)	(7,0)	(6,1)
Ouganda	(3,2)	(3,8)	(6,7)	(6,8)	(6,6)
Rwanda	(2,5)	(2,6)	(5,2)	(8,1)	(4,6)
Tanzanie	(1,2)	(1,9)	(2,9)	(3,8)	(4,4)
Zambie	(7,7)	(8,2)	(7,6)	(5,7)	(6,9)
Zimbabwe	(8,1)	(4,5)	(2,6)	(4,9)	(1,5)

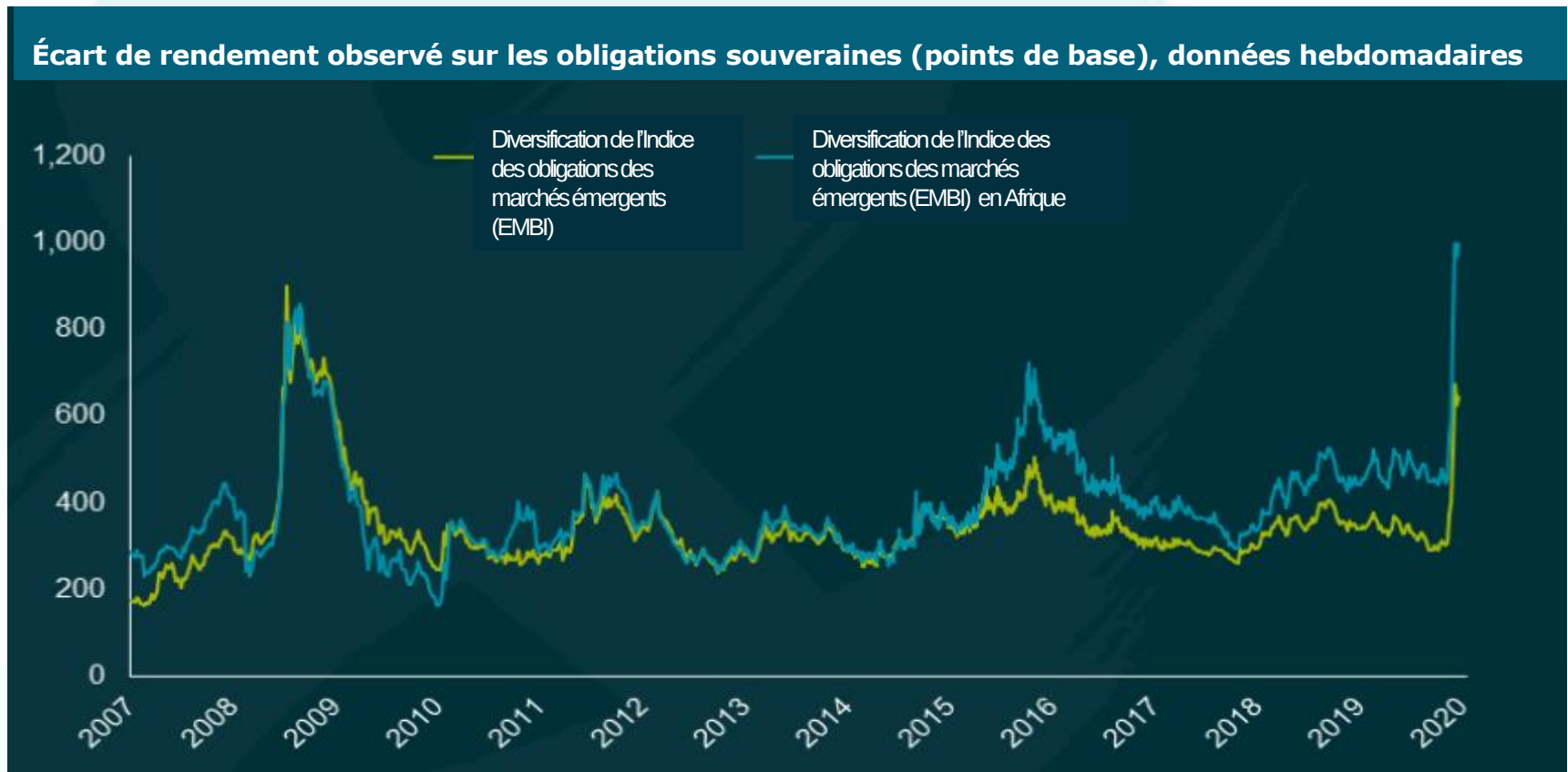
Les taux de change se sont également dépréciés pendant la pandémie



- Par conséquent, le service de la dette extérieure a augmenté en monnaie locale

Les taux d'intérêt ont augmenté pendant la crise

- L'écart de rendement observé sur les obligations souveraines africaines a augmenté d'environ 700 points de base depuis février 2020, atteignant des sommets historiques pour des pays comme la Zambie, le Gabon, l'Angola et le Nigéria, et, l'abaissement de la notation de l'Afrique du Sud.



Source : M&G Securities Limited

Impact des taux d'intérêt sur la dette

- Alors que le pic des remboursement des euro-obligations de la région n'est pas dû avant 2022, des coupons doivent être payés dans l'intervalle
 - La Zambie,
 - La Namibie,
 - Le Rwanda,
 - Le Kenya.
- Les conditions de refinancement pourraient s'aggraver à l'échéance des obligations.

Dette publique pendant/après la crise de COVID-19 (en % du PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021
Angola	69,7	89	109,8	132,2	124,4
Botswana	39,6	41	39,4	39,8	38,8
Burundi	48,6	53,4	59,4	67,7	68
Eswatini	25,1	33,4	38,4	46,8	49,5
Kenya	55,2	60,1	60,8	64,5	66,8
Lesotho	38	47,1	48,5	51	50,5
Malawi	61,1	63,1	63,4	68	69,1
Mozambique	102,4	107,2	109	125,4	124,9
Namibie	43,9	50,2	53,2	66,6	67,7
Ouganda	33,7	35,6	40	46,3	50,7
Rwanda	32,3	34,8	38,6	55,1	57,1
Tanzanie	37,7	38,6	38,1	40	41,8
Zambie	33,7	35,6	40	46,3	50,7
Zimbabwe	52,9	37,3			

Les vulnérabilités de la dette augmenteront.....

- Les indicateurs du fardeau de la dette se détérioreront, résultant :
 - de l'augmentation des encours de la dette
 - de la hausse des taux d'intérêt
 - de la dépréciation du taux de change
 - de l'aggravation des matrices utilisées pour calculer la soutenabilité de la dette
 - des renflouements par les gouvernements.
- Les vulnérabilités élevées de la dette dans la plupart des pays, en particulier ceux qui :
 - se trouvaient en situation de surendettement considérable avant la pandémie
 - couraient un risque modéré de surendettement
- Les pays dont les marges de viabilité de la dette étaient étroites pourraient être reclassés « à risques modérés »

Que doivent faire les pays pour minimiser les risques ?

- Profiter des initiatives d'allègement de la dette proposées par le FMI et le G20
 - Demander un allègement de la dette à la Chine, qui est la principale créancière de nombreux pays en développement
- Intégrer la gestion de la dette dans les processus de gestion économique du pays, y compris l'analyse de la viabilité de la dette et les stratégies de gestion de la dette à moyen terme ; et, améliorer la coordination interne
- Améliorer la communication avec les investisseurs, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays
- Adopter des cadres de gestion des passifs éventuels.
- Utiliser les mécanismes d'emprunt sur les marchés (éviter les avances des banques centrales)



Je vous remercie